

DOLLAR  
72,70 \$ US  
-0,04

OR  
343,00 \$ US  
-0,70

ARGENT  
6,603 \$  
-0,007

MONTRÉAL  
3268,35  
+17,62

TORONTO  
64322,76  
+26,68

NEW YORK  
7312,15  
+22,75

# QUESTIONS D'ARGENT

AU LENDEMAIN DU SCRUTIN

## La réaction des marchés est positive

■ TORONTO (PC) — Face aux résultats des élections, les gens d'affaires y ont trouvé leur compte, hier, les marchés financiers faisant fi de l'incertitude créée par la mince majorité de sièges des libéraux.

Les risques d'un Parlement fractionné sont bien équilibrés par la perte de suffrages des souverainistes, au Québec, et le fort appui accordé aux politiciens de droite. Cela serait de bon augure pour le portefeuille des Canadiens, estiment certains économistes. « Nous aurons les réformistes et conservateurs pour insister sur la baisse des taxes et impôts », souligne ainsi Rick Eggleton, de la Banque de Montréal.

Un effort concerté de ces deux partis devrait cibler le gouvernement Chrétien pour qu'il continue de réduire les dépenses et le déficit, ce qui devrait garder bas les taux d'intérêt.

Toutefois ces considérations n'ont pas beaucoup ému les investisseurs et autres boursiers. À Toronto, l'indice principal TSE 300 a augmenté de 26,64 points pour clore à 6432,72 tandis qu'à Montréal, l'indice XXM a avancé de 17,62 points et fermé à 3268,35.

### LE HUARD EN BAISSÉ

Sur le marché des changes, le dollar canadien a ouvert avec un mouvement à la hausse mais il a clôturé en baisse de 0,04 \$ US, à 72,70 \$.

« Dans le fond, ce ne fut qu'une autre journée ennuyeuse », avance Avery Shenfeld, du courtier CIBC Wood Gundy.

Par ailleurs, selon la Chambre de commerce du Canada, la composition de la Chambre des communes devrait accroître la pression sur le gouvernement pour s'attaquer au taux de chômage, éramponné aux alentours de

9,6% — ce qui représente 1,5 million de Canadiens.

« Nous aurons des débats plus élargis aux Communes maintenant que les conservateurs et les néo-démocrates ont retrouvé leur statut de parti reconnu », dit Tim Reid, porte-parole de l'organisme professionnel basé à Ottawa.

M. Reid préconise notamment une réduction des primes d'assurance-emploi, ce qui favoriserait l'emploi, et un abaissement des barrières interprovinciales.

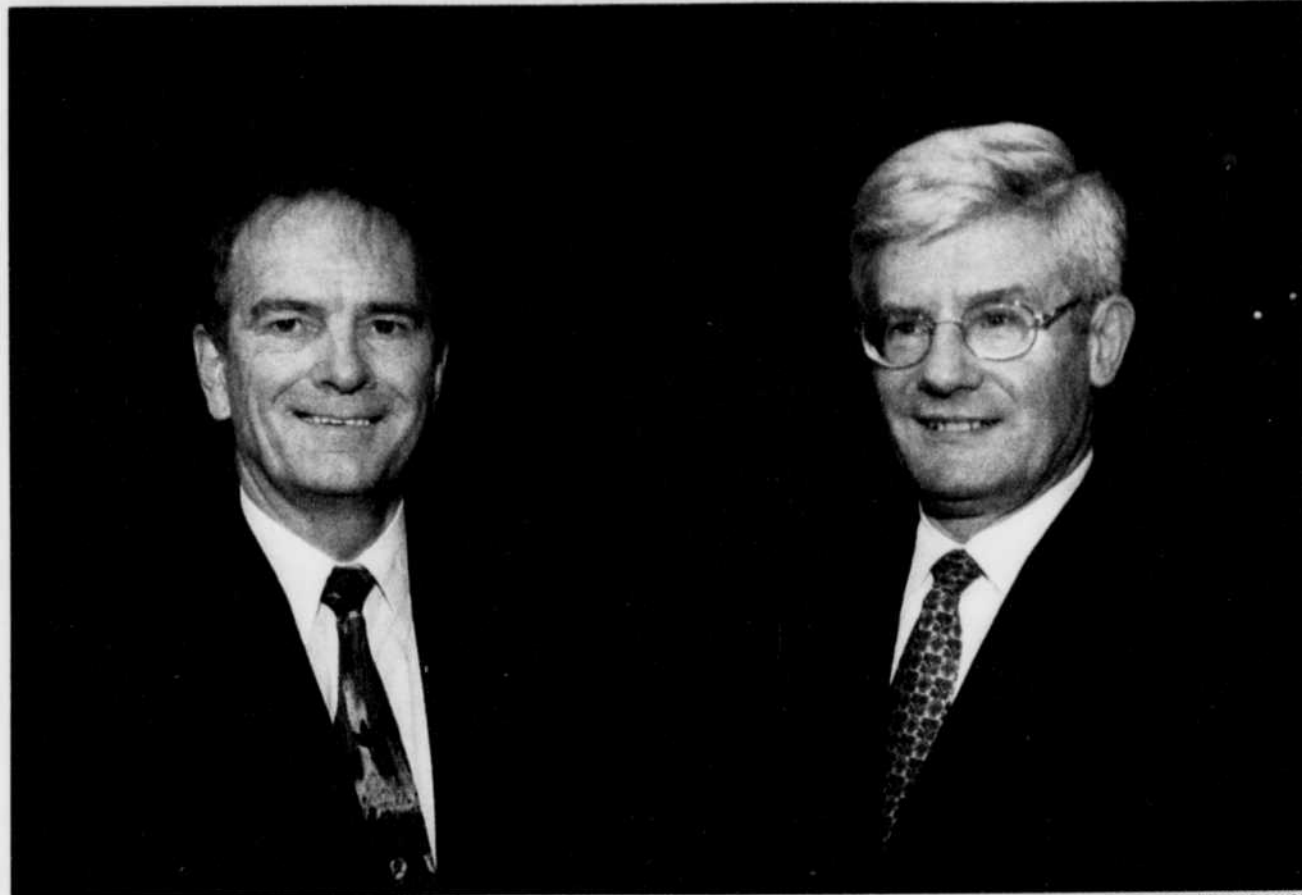
### UN PAYS ATTRAYANT

Pour John McCallum, de la Banque Royale, le Canada restera, par comparaison, attrayant pour les investisseurs étrangers. « La France est passée à gauche, la Grande-Bretagne est passée à gauche. Nous, dans quel sens avons-nous bougé? »

M. McCallum a noté que le ministre des Finances Paul Martin devrait garder le cap sur la réduction des dépenses et du déficit. « Les libéraux ont plusieurs alliés aux Communes pour la poursuite de leurs objectifs », a signalé l'économiste de la première banque à charte au pays.

Quant au Québec, le recul de 49 à 38% de la part de suffrages au Bloc québécois, par rapport aux élections d'octobre 1993, suggère que la tenue d'un autre référendum pourrait bien être reportée.

Ce qui se traduit par une baisse de l'anxiété suscitée par la perspective d'une séparation du Québec, anxiété qui entraîne des risques de baisse du dollar et de hausse des taux d'intérêt.



M. Réal Moffet (à gauche), nouveau président de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, et son prédécesseur, M. Guy Véronneau

## Une capitale à mieux défendre

Le président sortant de la Chambre de commerce et son successeur sont de cet avis

PIERRE ASSELIN  
Le Soleil

■ QUÉBEC — La région ne défend pas suffisamment le statut de capitale de la ville de Québec, a soutenu hier le président sortant de la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, Guy Véronneau, au moment de céder son poste au nouveau président, Réal Moffet.

« Il faut que la région s'unisse pour contrer une certaine apathie qui s'est installée, pour faire contrepoids à un glissement qu'on justifie par des arguments de facilité, déclarait M. Véronneau. On doit mener une campagne fondée sur des arguments, qui parle des retombées positives de faire affaire à Québec. Ça ne doit pas être une bataille entre Québec et Montréal, car même si on envoyait tout ce qu'on a à Montréal, ça ne réglerait pas leurs problèmes. »

Le nouveau président, Réal Moffet, associé chez KPMG, a repris ce thème

et il entend « être plus proactif avec les autres intervenants du milieu. Québec doit être un lieu de fonction pour un premier ministre qui devrait y résider avec sa famille », soutient-il.

### OBJECTIFS

M. Moffet entend insister, au cours de son mandat, sur le développement des activités internationales pour les entreprises, et le support des jeunes entreprises par des entreprises plus chevronnées. La Chambre peut agir comme un catalyseur pour organiser des séminaires, des rencontres, favo-

riser des maillages entre les entreprises sur ce thème.

La nouvelle direction voudrait aussi organiser une activité pour développer une plus grande collaboration entre les entreprises technologiques et touristiques de la région.

À plus long terme, M. Moffet aimerait voir Québec s'affirmer comme « capitale de la nordicité » et miser sur ce statut pour attirer ici des réunions du monde nordique. Il souhaite aussi faire des interventions auprès des transporteurs aériens pour attirer plus de vols par gros porteurs à l'aéroport Jean Lesage, afin de permettre la tenue de gros congrès.

Le nouveau comité exécutif sera composé de Robert Perreault comme premier vice-président et André Grondines comme second vice-président. Les autres membres sont Sam Hamad, Françoise Mercure, François Ducharme, Hélène Lemieux et Jean Beauré.

## Le secteur de la construction demeure solide au pays

■ MONTRÉAL (PC) — Les intentions de construction résidentielle ont diminué en avril pour un deuxième mois d'affilée au pays alors qu'une tendance contraire était notée au Québec. La baisse nationale a cependant été plus que compensée par la hausse des intentions de construction non résidentielle, qui ont atteint leur niveau le plus élevé en près de sept ans, révélait hier Statistique Canada.

Selon le bulletin de l'agence fédérale, les municipalités ont émis des permis pour 1,5 milliard \$ pour le secteur résidentiel, ce qui représente une baisse de 0,9% par rapport au mois de mars. L'agence fédérale souligne que cette diminution coïncide avec une hausse des taux hypothécaires à leur niveau le plus élevé en sept mois.

En revanche, une forte poussée des

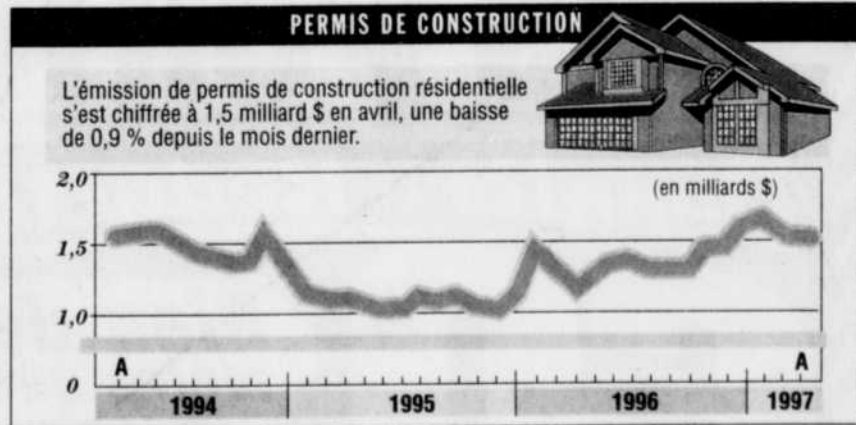
intentions de construction industriel en avril et de nouveaux projets commerciaux ont entraîné une hausse substantielle de 25,2% des intentions de construction non résidentielle. La valeur des permis accordés a atteint 1,2 milliard \$. Les intentions dans ce secteur n'ont pas été aussi élevées depuis juillet 1990.

En tout, la valeur totale des inten-

tions de construction en avril était de 2,7 milliards \$, en hausse de 9,3%.

À l'échelle du Québec, les intentions de construction se chiffraient en avril à 237 millions \$ pour le secteur résidentiel, soit une hausse de 8,4%, et à 253 millions \$ pour le secteur non résidentiel, soit une hausse de 31,9%. Au total, les intentions de construire atteignaient 490 millions \$, en hausse de 19,4%.

En dépit des deux baisses mensuelles consécutives des intentions de construction résidentielle, Statistique Canada juge que ce secteur demeure solide. Ainsi, la valeur des permis de construction résidentielle de janvier à avril 1997 a atteint 6,3 milliards \$, ce qui représente une hausse de 24,8%



par rapport aux quatre premiers mois de 1996. La hausse est surtout attribuable au segment des maisons unifamiliales.

## Les CAMPS

au cœur des jeunes  
au cœur de l'été  
Transport gratuit  
à tous les camps  
du YMCA



LE SOLEIL



## YMCA de l'été 97 sont là!

pour tous les jeunes, pour tous les goûts

ANGLAIS camps de jour, de séjour et d'immersion  
hors Québec: CAPE COD, NEW HAMPSHIRE, ONTARIO

ARTS camp de jour THÉÂTRE • ARTS PLASTIQUES

MAXISP'ARTS camp de jour UNE PANOPPIE D'ACTIVITÉS

Formation d'ASPIRANTS MONITEURS camp de jour

Camp de SÉJOUR PLEIN AIR Lac Sergent (Portneuf)

INFORMATION INSCRIPTION

418.527.2518 • 418.522.0800 • 418.523.4020 (camps artistiques) • 1.800.YMCA.ÉTÉ

# 1,7 million \$ pour un réseau de veille stratégique bioalimentaire

RÉJEAN LACOMBE  
Le Soleil

■ QUÉBEC — C'est une somme de près de 1,7 million \$ qui sera consacrée à la création du Réseau de veille stratégique bioalimentaire (RVS). Le Fonds de partenariat sectoriel du ministère de l'Industrie et du Commerce contribuera un montant de 792 500 \$ réparti sur trois ans.

Par ailleurs, les trois principaux partenaires, le Centre d'innovation technologique agroalimentaire (CINTECH AA), l'université Laval et la fondation des gouverneurs du Centre de recherche et de développement des aliments (CRDA), de même que différents autres organismes et entreprises investiront 881 700 \$.

Le mandat de ce réseau est de recueillir, de vulgariser et de diffuser au-

près des entreprises des renseignements sur les nouvelles technologies, les nouveaux marchés et les nouvelles réglementations. On retrouve actuellement au Québec une douzaine de ces réseaux qui oeuvrent notamment dans les secteurs du bois et de la chimie.

## FILIÈRES ACTIVES

Le RVS ne naviguera pas en terrain inconnu. Actuellement, six filiè-

res bioalimentaires sont actives au sein du réseau et relèvent de quatre centres d'expertises. La filière porcine est sous la responsabilité du Groupe de recherche en économie et politique agricoles (GRÉPA). Les légumes de conserverie, les oeufs de consommation et les pommes relèvent du CRDA tandis que les pommes de terre sont la responsabilité de CINTECH AA. Finalement, l'horticulture ornementale revient au Centre de recherche horticole (CRH) de l'université Laval.

Déjà le réseau assure la diffusion de l'information stratégique par l'entremise d'une revue mensuelle «Le Glaneur» et d'un feuillet hebdomadaire «Le Glaneur Express». La présidence du réseau a été confiée à M. Michel Morrissette, du GRÉPA de l'université Laval.

# Avis contradictoires à l'Assemblée nationale sur la situation de l'emploi

NORMAN DELISLE  
Presse canadienne

■ QUÉBEC — Le gouvernement québécois a créé 91 400 nouveaux emplois depuis juillet 1996, ce qui a permis le développement économique accéléré des régions, a soutenu hier à l'Assemblée nationale le ministre Guy Chevrette, responsable du Développement régional.

Au contraire, le taux de chômage a augmenté dans neuf des 16 régions du Québec et à plusieurs endroits, le nombre d'emplois perdus a dépassé le nombre d'emplois créés, a répliqué le porte-parole de l'opposition dans le dossier, Yvon Vallières, député de Richmond.

Les deux points de vue ont paru irrécconciliables, lors de ce long débat soulevé à l'Assemblée nationale sur le développement régional.

Le ministre Guy Chevrette a soutenu que par sa nouvelle politique, le gouvernement avait simplifié le processus d'aide aux entreprises intéressées à se développer en régions. «Il n'y a plus qu'un seul guichet multiservices où

des entreprises peuvent trouver l'ensemble des services. C'est le Centre local de développement (CLD) au niveau du territoire des MRC», a dit M. Chevrette.

De plus, il y a eu 91 400 emplois créés depuis juillet dernier, et 57 200 depuis novembre 1996, a dit M. Chevrette en accusant l'équipe libérale de «prêcher maintenant une vertu qu'ils n'ont pas pratiquée» quand l'opposition était au pouvoir.

Mais pour le député Yvon Vallières, la situation en régions est beaucoup moins rose que l'image qu'en trace le ministre Chevrette.

Citant des chiffres de la Société québécoise de développement de la main-

d'oeuvre, le député de Richmond a rappelé que le taux de chômage demeure élevé dans certaines régions.

Dans le Bas-Saint-Laurent, par exemple, le taux de chômage atteint 20,9%. Il s'est perdu 1100 emplois de plus qu'il ne s'en est créé dans ce coin du Québec.

Ailleurs, il y a eu perte nette de 9500 emplois dans la Mauricie, 2100 en Estrie et 6500 dans la région de Laval. Le taux de chômage atteint 25% en Gaspésie et 14% en Abitibi.

«Ce n'est pas avec la stratégie du gouvernement qu'on va récupérer ces emplois», a dit M. Vallières en accusant le gouvernement de négliger de mettre en place une véritable stratégie de l'emploi.

M. Vallières a enfin déploré que les politiques contenues dans le Livre blanc gouvernemental sur le développement régional ne seront en place qu'à compter de l'an prochain. «On vient de condamner les régions à une autre année d'immobilisme», a-t-il conclu.

# Développement tous azimuts de Lassonde

ROLLANDE PARENT  
Presse canadienne

■ MONTRÉAL — La compagnie Industries Lassonde inc., fabricant de jus et de boissons de fruits, poursuit son développement en Chine et en Ontario en plus d'augmenter sa capacité d'entreposage au Québec.

Présente en Chine depuis trois ans, dans trois régions, avec un partenaire thaïlandais et des sociétés chinoises, Lassonde prévoit être en mesure d'y réaliser un chiffre d'affaires de 10 millions \$ au cours de l'exercice financier 1997.

Si bien que deux projets de développement attendent le feu vert: la construction d'une usine de concentré de pommes, dans le centre du pays, et l'achat d'équipements permettant d'augmenter la capacité de production de l'usine de Xuairou, près de Pékin, a indiqué M. Jean Tessier, vice-président aux finances, hier, à l'issue de l'assemblée annuelle.

Pour l'ensemble de l'entreprise cependant, des efforts constants doivent être consentis pour mettre au point de nouveaux produits permettant de conserver voire d'augmenter la part de marché. M. Jean Gattuso, directeur général de A. Lassonde, dit que le marché des jus et des boissons de fruits «est fortement compétitif et plus difficile que dans le passé».

## 58 NOUVEAUX PRODUITS

Depuis le mois de janvier, a signalé M. Gattuso, pas moins de 58 produits ont vu le jour dans ce secteur.

Lassonde ne veut pas être en reste et prévoit lancer sous peu de nouveaux jus et boissons de fruits. On met également la touche finale à de nouvelles sauces à grillade et à des marinades pour viandes, sous la marque Canton.

Comme l'Ontario constitue le second marché en importance pour Lassonde et que s'y retrouvent plusieurs de ses fournisseurs, Lassonde a acquis au coût de 5 millions \$ certains éléments d'actif de Mar-Brite Foods Co-operative, les installations de production des marques Martin et Bright's (de jus de pomme et tomate) devant générer des ventes de 10 millions \$ au cours de l'exercice financier 1997.

Au Québec, Lassonde a acquis en

## LES INDUSTRIES LASSONDE INC.



### Résultats trimestriels

(en milliers \$, sauf en \$ par action)	29 mars 1997	30 mars 1996
Ventes	36 262	36 511
Bénéfice net	1488	1504
Bénéfice net par action	0,22	0,23

Activités: ■ producteur de jus purs et de boissons de fruits;

Siège social: Rougemont, Québec

Effectif: 550 personnes

Filiales: ■ A. Lassonde Inc.  
■ Efflex Marketing Inc.  
■ Lassonde International Inc.

	1996	1995
Ventes:	160,00 M\$	151,38 M\$
Bénéfice net:	7,75 M\$	7,33 M\$

Source: Lassonde

INFOGRAPHIE PC/LE SOLEIL

juin 1996 un entrepôt à Saint-Damase et un autre à L'Ange-Gardien en janvier 1997.

## LÉGÈRE BAISSÉ DES VENTES

Au premier trimestre, les ventes ont été de 36,3 millions \$ comparativement à 36,5 millions \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice antérieur, soit une diminution de 0,7%.

Le bénéfice d'exploitation du premier trimestre a diminué de 5,2% pour se situer à 2,5 millions \$ ou 6,8% des ventes comparativement à 2,6 millions \$ ou 7,1% des ventes pour la même période en 1996.

# La crainte d'une reprise de l'inflation subsiste aux USA

■ ANCHORAGE, Alaska (AFP) — L'économie américaine est vigoureuse et l'inflation demeure toujours contenue, mais les risques de surchauffe augmentent si l'expansion se poursuit au rythme actuel, a estimé, hier, Robert Parry, le président de la Banque de Réserve fédérale de San Francisco.

Bien que la Fed soit satisfaite de voir une croissance solide combinée à une inflation faible, « nous faisons également face à la question importante de savoir si ces performances économiques peuvent durer », a-t-il dit, ajoutant qu'il en doutait.

« Si la relation de cause à effet traditionnelle entre forte croissance et émergence de l'inflation tient, nous ne pouvons pas nous attendre, au niveau actuel du taux d'utilisation des ressources (main-d'oeuvre et capital), à voir l'expansion se poursuivre sans que l'inflation ne devienne un problème », a expliqué M. Parry.

## RISQUE LATENT

Celui-ci, qui est membre votant du comité monétaire, a relevé qu'il y avait « un certain nombre de raisons » expliquant pourquoi l'inflation n'était pas encore devenue un problème malgré la poursuite d'une croissance soutenue sur une période prolongée.

Mais, a-t-il souligné, « il est important de noter que la plupart de ces raisons dépendent de conditions qui ne vont pas durer et laissent ouverte la possibilité que l'inflation devienne à terme un vrai problème ».

Il a relevé que la Fed avait récemment constaté que les hausses de prix dans certains secteurs étaient contenues par l'appréciation du dollar, un effet qui selon M. Parry « ne va probablement pas durer ».

Le président de la Fed de San Francisco a ainsi dit qu'il doutait fortement de la théorie avancée par certains analystes selon laquelle le taux de croissance compatible avec une inflation contenue se situe désormais au-dessus du traditionnel 2%.

M. Parry a toutefois relevé des signes de décelation de la croissance par rapport au rythme époustouffant du premier trimestre (5,8%). La question est de savoir si ce ralentissement sera suffisant pour dissiper toutes les tensions inflationnistes, a-t-il relevé.

« Étant donné les risques de surchauffe, il est particulièrement important pendant cette période de rester vigilant à tout signe d'accroissement des tensions inflationnistes », a-t-il dit.

## STATISTIQUES CRUCIALES

La Fed et les marchés attendent à cet égard la publication vendredi des statistiques de l'emploi pour mai.

Les analystes tablent sur une hausse de 4,9 à 5% du taux de chômage comparativement à avril et à 233 000 créations nettes d'emplois contre 142 000 en avril.

La Fed avait décidé à l'issue de son dernier comité monétaire du 20 mai de laisser ses taux directeurs inchangés. Elle avait poussé son taux interbancaire d'un quart de point à 5,5% en mars et ce pour la première fois depuis deux ans.

La prochaine réunion du comité monétaire aura lieu les 1er et 2 juillet.

## CARRIÈRES/PROFESSIONS

### PEINTURE DESIGN INC.

- Peintres (carrosserie)  
- Préparateurs d'expérience  
demandés pour emploi immédiat  
Faire parvenir votre curriculum vitae à:  
PEINTURE DESIGN INC.  
475, 3e Avenue, bureau 300  
Saint-Romuald QC G6W 5M6  
ou téléphoner pour rendez-vous  
au 834-9292 entre 8h et 17h.

### OPÉRATRICE DE TRAITEMENT DE TEXTE

recherchée pour nos bureaux à TORONTO.  
Conditions requises: capacité de s'adapter dans une ville anglophone, expérience du dictaphone, très bonne connaissance du WordPerfect (DOS) et Word (Windows), très bonne vitesse, grammaire et orthographe françaises impeccables. Salaire attractif et avantages sociaux. Une entrevue aura lieu à QUÉBEC avec les candidates retenues.  
Prière d'envoyer C. V. au:  
(416) 923-2287  
à l'attention de MARIE  
et indiquez le salaire souhaité.

### GADEUL

Offre d'emploi  
Le restaurant-bar Le PUB, situé au pavillon Alphonse-Desjardins, Université Laval, est à la recherche d'un:

## COMMIS-COMPTABLE

EXIGENCES:  
• Excellente maîtrise de l'informatique (logiciels Dynacom et Fortune 1000)  
• Connaissance du processus comptable:  
- comptes-clients  
- comptes-fournisseurs  
- grand livre  
- paie  
- analyses financières et restauration  
- états financiers  
• Minimum deux ans d'expérience en comptabilité et un an d'expérience à titre de commis-comptable en restauration  
• Diplôme d'études collégiales, techniques administratives, option comptabilité.

## PROFIL RECHERCHÉ:

• Honnêteté  
• Diplômé  
• Entregent  
• Aime le travail d'équipe  
• Facilité à communiquer en anglais  
• Poste à temps plein  
• Salaire à discuter  
La réception des curriculum vitae se fera jusqu'au lundi 9 juin 1997, 16h.  
à l'attention de  
madame Isabelle St-Pierre  
Bureau 2265, pavillon Maurice-Pollack  
Université Laval,  
Sainte-Foy (Québec) G1K 7P4  
Seule(s) les candidat(e)s retenu(s) seront convoqué(s).

La vente se terminera bientôt

# DERNIER DÉCOMPTÉ!

ici, toute la famille s'habille

## MÉTROPOLITAIN

FAILLITE Tel qu'autorisé par Caron, Bélanger, Ernst & Young Inc., Syndic

# NOUS FERMONS NOS PORTES

## Dernière Réduction

# 60% Rien de moins que

Et jusqu'à

# 80%

NOUS DÉPOUILLONS TOUT LE MAGASIN!

Inclus mobilier et équipement de magasin (sujet à des ventes antérieures)

RABAIS SUR LE PLUS BAS PRIX ÉTIQUETÉ

GREENBERG Carrefour Neuchâtel - QUÉBEC • Place Ste-FERME - LA NE DE BEAUPRÉ  
Centre d'Achats V. FERME - BELAIR • Les Galeries Montmagny - MONTMAGNY • Les Carrefour Beauport - BEAUPORT  
Les Galeries La Pocatière - LA POCATIÈRE • Place FERME - LES • Les Carrefour Frontenac - THETFORD MINES  
Cap Rouge Shopping Ctr. - CAP ROUGE • Carrefour Trois-Rivières - TROIS RIVIÈRES • Les Galeries FERME - LA TUQUE  
LA POMME ROUGE Centre CoMM - LAC ÉTICHEMIN • 420 des FERME RIVIÈRES • 545 rue CoMM - LA TUQUE  
MÉTROPOLITAIN 455 rue St-Joseph - QUÉBEC

Cartes MasterCard, VISA et Interac acceptées. Toute vente est finale. Aucun échange ou remboursement. Toute la marchandise est vendue à titre de liquidation en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Une marque de SAC inc. utilisée sous licence.

FINANCES PERSONNELLES  
ET FAMILIALES

## Libérez le trésor!

Lorsque l'artiste Michel Rivard chante « Libérez le trésor », il parle bien sûr des valeurs humaines des enfants qui sont emprisonnés par les carcans des adultes.

Les trésors des futurs aînés dont il sera question ici sont moins poétiques, mais ils sont, eux aussi, limités dans la croissance qui devrait assurer à leurs propriétaires l'indépendance financière qu'ils doivent acquérir personnellement ou collectivement dans un univers où les individus peuvent de moins en moins compter sur les gouvernements.

La contrainte qui force les gestionnaires de caisses de retraite et les cotisants à un régime enregistré d'épargne-retraite à placer 80% de cet argent au Canada n'a pas été un enjeu de la dernière campagne électorale, mais il faut s'attendre à ce que les investisseurs institutionnels fassent entendre leur opposition au cours des prochains mois.

Le plafond aux investissements étrangers admissibles aux avantages fiscaux de l'épargne-retraite a été imposé à 10% dans les années 70 et relevé après les années 80 à 20%.

Pendant les décennies de croissance des défi-

cits fédéral et provinciaux, les gouvernements avaient avantage à se réserver un bassin de capital national pour réduire la proportion de leur dette détenue par des étrangers avec les risques liés aux fluctuations des monnaies.

La dépendance des gouvernements envers les marchés internationaux a été en hausse constante jusqu'en 1993, année où la moitié de la dette canadienne était détenue par des investisseurs étrangers.

Or, selon une prévision de l'économiste Sylvie Riopel du Mouvement Desjardins, citée dans LE SOLEIL de samedi, la baisse des besoins de financement des gouvernements par la réduction et l'élimination de leur déficit mènera au cours des prochaines années à un surplus de capitaux, qui maintiendra les taux d'intérêt faibles et obligera les épargnants à investir à l'étranger pour obtenir de meilleurs rendements.

À partir du dernier relevé relatif aux caisses de retraite établi par Statistique Canada (3e trimestre de 1996), l'actuaire Robert Fortier, vice-



Louis Tanguay

LTanguay@lesoleil.com

président de MMSA Services Actuariels, identifie par ailleurs deux phénomènes nouveaux:

□ D'abord, pour la première fois depuis 1993, le volume d'argent investi en actions (valeur aux livres) dépasse celui des obligations détenues.

□ Ensuite, 15% de l'actif total des caisses de retraite est investi à l'étranger.

Cette proportion n'a pas cessé d'augmenter suivant une courbe très constante depuis 1993, quand elle se situait à 11%.

Le chiffre de 15% pourrait constituer une évaluation prudente dans la mesure où certaines caisses utilisent des produits dérivés qui sont considérés comme des investissements canadiens mais qui, en fait, sont des investissements à l'étranger.

De tels véhicules de placement à l'étranger sont offerts aux particuliers qui détiennent dans leur REER des fonds communs de place-

ment axés sur l'utilisation de contrats à terme. Mais certains gestionnaires de caisse de retraite sont rébarbatifs à l'usage massif de produits dérivés surtout depuis qu'un employé de la banque Barrings a entraîné cette institution dans une faillite scandaleuse en Angleterre.

Pour la partie internationale d'un portefeuille, les gestionnaires préfèrent souvent les titres détenus directement aux contrats à terme.

S'il faut réglementer l'investissement à l'étranger de l'épargne-retraite canadienne, qu'on le fasse dans une optique de protection du patrimoine financier des futurs aînés en empêchant les gestionnaires de caisses de retraite de mettre une trop grande partie de leurs oeufs dans un seul panier.

Mais forcer l'investissement au Canada de 80% de l'épargne-retraite en contrepartie d'un report temporaire de l'impôt sur ces sommes et sur le rendement qu'elles génèrent, ça ressemble à refuser la concurrence des autres économies en croissance et ça prive les investisseurs de rendements supérieurs sur l'argent dont ils auront besoin à la retraite pour demeurer des consommateurs qui continuent à payer des impôts et des taxes.

## L'achat de Lykes par CP Ships est retardé

ALLAN SWIFT  
Presse canadienne

■ MONTRÉAL — L'acquisition par CP Ships de la compagnie de navigation Lykes Bros. Steamship est remise en question en raison de difficultés provoquées par des concurrents américains.

La prise de contrôle de Lykes, déficitaire, qui devait en principe être complétée en avril, a été retardée sous le coup de plaintes formulées par des concurrents de CP Ships, au grand dam de la filiale du Canadien Pacifique (CP) dont le siège se trouve à Londres.

Le président de Lykes, Joe Freeman, a accusé la firme rivale Sea-Land Services de tenter de faire échouer la transaction.

Selon M. Freeman, rejoint à Tampa, en Floride, un long délai ou encore l'annulation de l'entente avec CP Ships mènerait directement à la fermeture de Lykes, sous la protection de la loi américaine sur les faillites depuis près de deux ans.

« Nous sommes des compétiteurs », a déclaré M. Freeman afin d'expliquer l'opposition de Sea-Land.

« Ils croient que leurs intérêts seront mieux servis si nous disparaissions, et si cette entente ne passe pas, ils pensent que nous fermons boutique », a-t-il poursuivi.

En vertu de l'offre formulée en décembre dernier, CP Ships doit acquérir Lykes pour 30 millions \$US et consacrer 170 millions \$US supplémentaires à la relance de l'entreprise de Floride. Le CP a indiqué qu'une tel-

le prise de contrôle augmenterait les revenus de CP Ships de 50%, ceux-ci passant à plus de 1,5 milliard \$CAN.

Cette acquisition demeure à être approuvée par les autorités américaines.

Sea-Land prétend qu'il serait illégal pour une compagnie de navigation étrangère de tirer avantage des subventions américaines versées afin de s'assurer de la disponibilité d'une flotte marchande, en cas de crise. Lykes reçoit quelque 6 millions \$US par année en guise de subventions pour trois navires porte-conteneurs.

Les pressions exercées par Sea-Land pourraient forcer l'organisme régulateur américain de tenir une enquête qui, dans le meilleur des cas, retarderait la transaction.

CP Ships a déjà avancé plusieurs millions de dollars afin de maintenir à flot Lykes.

Un porte-parole de CP Ships a reconnu hier que la compagnie commençait à s'impatienter, mais qu'elle ne pouvait faire autrement que d'attendre la décision des autorités américaines.

## ENTREPRISES

□ La société Spar Aérospatiale Ltée a annoncé, hier, avoir obtenu un contrat de 3,2 millions \$ pour fournir à la compagnie Aérospatiale, de France, des antennes de satellite. Fonctionnant sur les bandes à haute fréquence C et Ku, ces antennes doivent équiper le satellite Thaicom 4. Spar, implantée à Sainte-Anne-de-Bellevue, au Québec, a déjà équipé le satellite Thaicom 3. Il faudra livrer ces antennes dans les six mois, note un communiqué en faisant état de l'expertise de Spar dans les antennes complexes, incluant les « réflecteurs hautement conformés et centrés à double polarisation » ainsi que les « réflecteurs conformés à alimentation centrale ».

□ Le fournisseur de services numériques Cancom a racheté les contrats de distribution par satellite de la station de télévision WSBK, de Boston, créant la nouvelle entreprise Boscom qui débutera ses activités le 30 juin. Déjà distribuée aux États-Unis et au Canada via un satellite GE Spacenet, WSBK sera aussi par le satellite canadien Anik E2, ce qui rendra la station de Boston plus accessible aux petites compagnies de câble.

□ À leur réunion annuelle, les actionnaires de Papiers Scott Limitée ont approuvé, hier, dans une proportion de 89,4% la vente de leur entreprise à la société Kruger Inc. Kruger Inc. est

une société canadienne fermée qui exploite des usines de papier journal, de papiers couchés, de cartons, d'emballages, de bois d'oeuvre et d'autres produits du bois et, à l'extérieur du Canada, des installations de fabrication de papiers à usage sanitaire.

□ Durant l'exercice achevé le 29 mars, A.L. Van Houtte Ltée a réalisé un bénéfice net de 10,3 millions \$, en hausse sur le profit de 8,5 millions \$ dégagé l'année précédente, a annoncé hier la chaîne de cafés et fournisseur de services alimentaires. Le chiffre d'affaires a atteint 170,7 millions \$, comparé aux 164 millions \$ amassés un an plus tôt. Van Houtte explique ces résultats par un plus grand nombre d'équipements d'infusion à la tasse, exploités au Canada et aux États-Unis, et par de plus fortes expéditions de café.

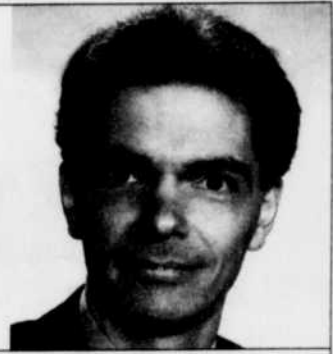
□ La société Idéal Métal, de Laval, a annoncé hier avoir complété l'acquisition de Lockhart Aluminium, de Pittsburgh. Une filiale à 100% a été créée pour détenir ce nouvel actif, dont les résultats sont maintenant consolidés avec ceux d'Idéal Métal. Celle-ci est spécialisée dans les métaux non ferreux et est implantée à Toronto, Calgary et Vancouver ainsi qu'à Philadelphie, en Pennsylvanie, Dallas, au Texas, et Knoxville, au Tennessee.

## Liquidation de Fokker

LA HAYE (AFP) — La liquidation de l'avionneur néerlandais Fokker a été prononcée hier par les syndics de faillite, dans un communiqué publié à Amsterdam qui met ainsi un point final à la saga Fokker.

Les derniers biens mobiliers du plus vieux constructeur aéronautique du monde seront vendus aux enchères, mais les syndics ont précisé que tous les éléments directement liés à la fabrication d'avions seraient vendus de manière confidentielle.

Les ventes aux enchères se dérouleront à l'automne et devraient durer trois semaines. Fokker avait été mis en faillite le 15 mars 1996 après avoir été financièrement lâché par son principal actionnaire, la firme DASA, filiale du groupe Daimler Benz.



André Pouliot

Monsieur Pierre Vallée, président de la Division canadienne de Groupe conseil DMR Inc., est heureux d'annoncer la nomination de Monsieur André Pouliot au poste de directeur général de l'unité commerciale de Québec.

Titulaire d'une maîtrise en administration et d'un baccalauréat en informatique de l'Université Laval, Monsieur Pouliot était jusqu'à tout récemment directeur du développement des produits et services, responsable du développement des pratiques de l'unité commerciale de Québec.

À titre de directeur général de l'unité commerciale, il verra à la bonne marche de toutes les opérations de DMR à Québec.

Le Groupe conseil DMR Inc., une société Amdahl, est un des principaux fournisseurs internationaux de services aux entreprises et gouvernements en matière de technologies de l'information. La société emploie 6000 spécialistes au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie-Pacifique. Parmi ses services figurent la planification stratégique des technologies de l'information, la réingénierie, la réalisation des bénéfices, le développement et l'intégration de systèmes, l'impression et la conversion à l'an 2000.

DMR, avec plus de 300 employés dans la région de Québec, se classe parmi les plus grands employeurs du secteur privé de la vieille capitale.

DMR  
Canada  
États-Unis  
Europe  
Asie-Pacifique

Des gens de résultats

## MISE AU POINT

Dans notre circulaire SEARS SOLDES en vigueur du 28 mai au 1er juin, veuillez noter la correction suivante: à la page 5, vous pouviez lire: Rabais 25%. Tous les Essentiels de la mode printanière à prix courants. Réclame en vigueur jusqu'au dimanche 8 juin 1997. Vous auriez dû lire: Réclame en vigueur jusqu'au dimanche 1er juin 1997.

Nous présentons nos excuses à notre clientèle.

SEARS

Association des intervenants en programmes d'aide aux employés du Québec inc.



## COLLOQUE ANNUEL

«Redonner un sens au travail, utopie ou urgence?» Avec la participation de



THIERRY C. PAUCHANT  
le vendredi 13 juin 1997  
de 8h45 à 16h30  
Lieu: Montmartre Canadien  
1669, chemin Saint-Louis  
Sillery (Québec)  
Coût: 75\$ pour les membres  
135\$ pour les non-membres  
Demi-tarif pour les étudiants  
(participation contingente)  
Pour inscription: (418) 872-5430  
Mention spéciale: l'assemblée générale annuelle des membres aura lieu à 13h30 au même endroit.

## ERRATUM

Une erreur s'est glissée dans notre annonce parue le samedi 31 mai. Vous auriez dû lire:

En vente jusqu'au 9 juin.



centre jardin  
HAMEL  
Votre jardinier-conseil

## MISE AU POINT

Dans la circulaire SEARS AUJOURD'HUI, en vigueur du 2 au 8 juin 1997, veuillez noter la correction suivante: en pages 30 et 31, «DEJOUEZ LA TPS ou VOUS AVEZ JUSQU'EN 1999 POUR PAYER SANS INTÉRÊT». Veuillez noter que la promotion «Déjouez la TPS» NE S'APPLIQUE PAS aux gros appareils ménagers, machines à coudre et aspirateurs. Seule la promotion «Payez sans intérêt jusqu'en 1999» s'applique à ces articles.

Nous présentons nos excuses à notre clientèle.

SEARS

NOVATEK  
INFORMATIQUE

Vente et essai  
de logiciels  
Microsoft,  
DIL, Fortune 1000  
et Jeux populaires

Centre d'essai de logiciels

Spécial d'ouverture  
Obtenez 30 minutes d'essai gratuit  
sur présentation de cette annonce.

1535, chemin Sainte-Foy, bureau 040  
Tél.: 681-1900 - Fax: 681-1873



## CULTURE. PHYSIQUE.

La nouvelle Lexus ES 300 : à partir de 42 960 \$\*.

Luxe et plaisir. Élégance et vigueur. Voilà ce qui définit la toute nouvelle Lexus ES 300. Redessinée et repensée, elle dégage la classe et respire la confiance. Elle intègre technologie et raffinement aux sensations exaltantes d'une voiture qui réagit aux moindres désirs du conducteur.

La Lexus ES 300 est le reflet de l'être qui la conduit. Intellect et muscle. Raison et passion.



À la conquête de la perfection

Boulevard Lexus Toyota, 120, rue Marais, Québec (418) 683-6565





# OPINIONS

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

Président du conseil d'administration PIERRE DES MARAIS II  
Président et Éditeur GILBERT LACASSE  
Rédacteur en chef GILBERT LAVOIE  
Directeur de l'édition J.-JACQUES SAMSON  
Directeur de l'information ANDRÉ FORGUES

ÉDITORIAL

## Chrétien doit quitter avant le référendum

**S**i les dirigeants du Parti libéral ont appris une chose de la dernière campagne électorale, c'est qu'ils auront un nouveau leader aux prochaines élections fédérales. Il serait suicidaire de revenir devant l'électorat dans quatre ans avec le même chef. La question la plus angoissante à laquelle il leur faut désormais répondre est la suivante : à quel moment M. Chrétien doit-il céder sa place ?

En temps normal, le premier ministre mériterait de pouvoir attendre la deuxième moitié de son mandat pour tirer sa révérence. Après tout, il vient de remporter une deuxième majorité. Cependant, le Québec viendra bousculer son échéancier.

En remportant une majorité, les libéraux ont conservé le contrôle de l'agenda politique. À moins d'un accident bête, ils ne risquent pas de se faire battre à la Chambre des communes et pourront donc décider du moment idéal pour changer de chef et déclencher de nouvelles élections. Mais tant qu'à changer de chef, ils doivent le faire avant le référendum.

D'un point de vue strictement fédéraliste, le Parti libéral n'a pas le droit de faire courir au pays le risque d'une autre campagne référendaire sous un chef aussi hypothéqué que l'est M. Chrétien. Ce serait irresponsable.

D'un point de vue québécois, il serait mauvais que les résultats du prochain référendum soient basés principalement sur l'antipathie des francophones à l'endroit de M. Chrétien. On ne décide pas du sort d'un pays sur la personnalité d'un seul homme.

Hier, le premier ministre Lucien Bouchard, a établi très clairement l'échéancier de son gouvernement. Pas question d'aller en élections avant la fin de son mandat de quatre ans, ce qui nous amène à l'automne 1998. D'autre part, M. Bouchard a promis un autre rendez-vous référendaire avant la fin du millénaire, ce qui veut dire 1999.

À moins que les sondages ne lui soient défavorables, M. Bouchard tiendra donc des élections entre septembre et décembre 1998, ce qui lui laissera un an pour faire un référendum. C'est là, si le PQ est réélu, que M. Chrétien devrait quitter afin de laisser à son parti le temps de trouver un nouveau chef.

La seule chose qui pourrait l'en empêcher serait que le premier ministre décide d'ici là de jouer le tout pour le tout et de plonger dans une réforme en profondeur de la fédération. Ce serait un geste courageux, mais c'est un scénario peu vraisemblable. Il est

douteux que les libéraux, dirigés de Toronto, veuillent prendre un tel risque sous la gouverne d'un chef en fin de carrière.

En devançant les élections de six mois, le premier ministre Chrétien a tenté de renforcer l'emprise de son parti dans toutes les régions du pays. C'est l'inverse qui s'est produit. On a enclenché, sans le vouloir, un changement majeur dans le paysage politique canadien qui ne permet plus de revenir en arrière. M. Chrétien a gagné une majorité, mais il a perdu son pari. Il doit préparer sa succession.

Il n'est pas certain qu'un nouveau leader puisse trouver de meilleures réponses aux questions entourant l'unité nationale. Mais si ces élections ont démontré quelque chose, c'est que les Québécois tout autant que les Canadiens, sont en quête d'espoir et ne sont pas prêts à tout balayer du revers de la main pour confier leur avenir à des solutions de désespoir. La hausse des appuis accordés à Jean Charest et Alexa McDonough est là pour en témoigner.

**La seule chose qui pourrait empêcher son départ, une réforme de la fédération**

Jean Charest n'a que 38 ans. Il a une gueule de télévision, des talents de communicateur hors pair ; il possède déjà une vaste expérience de la politique canadienne et du fonctionnement d'un gouvernement ; il est aussi l'un des défenseurs les plus crédibles du fédéralisme au Québec.

Charest a mené la plus belle des campagnes des chefs, remporté sans conteste le débat en anglais et n'a commis aucune bavure.

Les conservateurs n'ont toutefois récolté que 20% des votes, un peu plus que les réformistes de Preston Manning et 20 sièges seulement à la Chambre des communes, comparativement aux 61 que pourront occuper les réformistes. Charest n'a pas réussi de percée en Ontario qui ne lui a donné qu'un seul député et les conservateurs n'ont

pas gagné un seul siège en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique.

Jean Charest a toutefois redonné au PC le statut de parti politique reconnu aux Communes, ce qui lui procurera plus de moyens pour effectuer un travail d'opposition constant. Lui-même, totalement absent du Parlement depuis trois ans, tout occupé qu'il était à reconstruire le parti, pourra dorénavant y jouer pleinement son rôle et profiter de cette tribune exceptionnelle pour maintenir les liens avec les électeurs et propager son message politique. Son équipe de députés est restreinte, mais ces petites cellules développent vite une motivation au travail qui multiplie leur efficacité. Le groupe est en même temps juste assez nombreux pour assurer une présence sen-

tiel, cette chute a profité aux conservateurs de Charest qui ont grimpé de 13% en 1993 à 20%. Le taux de participation à l'élection est toutefois plus bas que la moyenne depuis 1984. Des nationalistes « mous » sont revenus aux conservateurs, mais des milliers d'autres sont aussi restés chez eux. Ces gens n'étaient plus assez motivés pour se déplacer et donner au Bloc québécois les majorités spectaculaires de 1993. En somme, la clientèle potentielle de Jean Charest ne demande qu'à être arrosée régulièrement pour pousser.

Le seul paradoxe est que Charest, chef d'un parti un peu à droite sur l'échiquier politique, a su ramasser les votes de Canadiens qui se sentaient les plus affectés par les mesures de compressions budgétaires, ceux des Maritimes. Au Québec, le Bloc québécois a chuté lundi de 49% dans les votes exprimés à 39%. Pour l'es-

sentiel, cette chute a profité aux conservateurs de Charest qui ont grimpé de 13% en 1993 à 20%. Le taux de participation à l'élection est toutefois plus bas que la moyenne depuis 1984. Des nationalistes « mous » sont revenus aux conservateurs, mais des milliers d'autres sont aussi restés chez eux. Ces gens n'étaient plus assez motivés pour se déplacer et donner au Bloc québécois les majorités spectaculaires de 1993. En somme, la clientèle potentielle de Jean Charest ne demande qu'à être arrosée régulièrement pour pousser.

ACTUALITÉ COMMENTÉE



CARREFOUR DES LECTEURS

### Histoire: des changements s'imposent

(Lettre à Mme Pauline Marois, ministre de l'Éducation)

La Société des professeurs d'histoire du Québec vient à nouveau solliciter votre appui pédagogique dans le dossier du curriculum de l'élève au primaire et au secondaire.

Connaissant votre intérêt pour la place que doit avoir l'enseignement de l'histoire dans la formation de nos jeunes à tous les niveaux comme futurs décideurs de notre devenir collectif, nous sommes assurés d'attirer votre attention sur ce dossier. Notre demande est d'autant justifiée que vous avez déjà annoncé que l'histoire s'avère une des quatre matières de base pour tout élève terminant son secondaire. Nous ne pouvons que souscrire à cette initiative.

Vous n'êtes pas sans savoir que les membres de notre société se posent constamment des questions reliées aux changements qui se préparent au sein de votre ministère :

- Quels seront les programmes enseignés aux niveaux primaire et secondaire ?
- Quel sera le temps alloué à l'enseignement de ces nouveaux programmes ?
- Quel sera le plan envisagé pour la formation initiale des futurs enseignants dans cette discipline ?
- Quelle sera la place réservée à l'intégration des communautés autochtones et culturelles et de la communauté anglophone dans la révision de tous ces programmes ?

Depuis deux ans, la Société des professeurs d'histoire du Québec multiplie ses interventions pour obtenir un temps d'enseignement de l'histoire plus significatif à tous les niveaux. Une société telle que le Québec ne peut aspirer à un mieux-être qu'à la condition de bien connaître son passé, bien évaluer son présent pour s'assurer un meilleur avenir. La SPHQ a présenté deux rapports sur l'enseignement de cette discipline (le premier aux États généraux d'août 1995 et le deuxième aux audiences de janvier 1996).

Nous avons noté, ainsi que beaucoup d'autres intervenants en éducation, une lacune fondamentale dans les connaissances historiques de nos élèves. À titre d'exemple, l'émission Enjeux de mars 1997 qui signalait des aberrations au niveau des acquis en matière historique. Une telle méconnaissance de notre vécu, de notre patrimoine collectif exige,

croynons-nous, des correctifs importants. Nous souhaitons grandement que le Comité qui se penche actuellement sur les profils de sortie de nos élèves au secondaire, s'inspire et tienne compte des recommandations du rapport « Se souvenir et devenir », élaboré par le Groupe de travail sur l'Enseignement de l'histoire. Rappelons que les membres de notre association ont participé aux réflexions et élaboré des recommandations, convaincus que des changements s'imposaient. Grégoire Goulet, président Société des professeurs d'histoire du Québec Charlesbourg

### Les caisses Desjardins au service des nôtres

Au nombre de 1450 avec un actif excédant 83 milliards de dollars au 31 janvier 1997, les caisses Desjardins sont au service de la population, y compris celle de 500 municipalités où les banques n'ont pas jugé profitable de s'établir. Bien servir tous les nôtres demeure sans aucun doute leur objectif prioritaire, comme le veut leur fondateur.

Conformément au vœu exprimé par Alphonse Desjardins dans ses écrits, les caisses populaires Desjardins (qui sont la propriété inaliénable de plus de cinq millions et demi de Québécois) se sont dotées d'une caisse centrale ; centralisant une portion réduite de leurs épargnes, elle leur permet, tout en les consolidant, de rendre davantage service aux membres des caisses Desjardins et à la collectivité.

Les Caisses Desjardins ont distribué, en 1996, au Québec 66 millions de dollars en ristournes à leurs membres, et elles ont versé 25 millions de dollars en dons, en bourses d'étude, en commandites et en contributions à des organismes communautaires ou sociaux. Et elles ont porté secours avec empressement aux victimes des inondations du Saguenay-Lac Saint-Jean en leur versant cinq millions de dollars pour les aider dans leur reconstruction.

Institutions démocratiques, les membres des caisses Desjardins élisent eux-mêmes leurs propres dirigeants, et celles-ci élisent les dirigeants de leur Fédération. Dans cette foulée, il est, à mon point de vue, souhaitable que les Caisses Desjardins aient dorénavant un lien direct avec leur Confédération et participent avec les administrateurs de leur Fédération et de la Confédération à la structuration du

collège électoral des hauts dirigeants du Mouvement des caisses populaires Desjardins du Québec.

Paul-Émile Charron Sainte-Foy

### J'ai 45 à 50 ans

Pendant que les diplômées, au visage pâle « pas trop fier » et cheveux en queue de cheval, passent entrevue l'une après l'autre, MOI, j'attends !

Mais à ma grande surprise on m'a oubliée ! Quel désastre, car on m'avait prise pour une cliente. J'attends en vain une demi-heure, une heure, toujours rien. Je me lève, arbore mon plus beau sourire, je me présente, je veux postuler pour l'emploi.

La gérante, fraîchement sortie de son diplôme collégial avec « blue jeans » et « barrette » pour tenir la mèche de cheveux platine, me regarde ébahie, presque insultée de ma présence dans son bureau.

D'une nonchalance au double ralentie, elle s'efforce de me poser des questions. Ne semble pas du tout intéressée à mes réponses, mais démontre une certaine politesse. Par contre, son comportement affiche clairement ce sentiment : « Vous avez osé me faire perdre mon temps ! À votre âge, c'est le temps de prendre sa retraite ! » Même avec toutes mes qualifications, peine perdue.

On devrait peut-être créer un nouveau projet de loi pour les « baby boomers » sans emploi. Tous ceux et celles âgés entre 45 et 50 ans auront droit à un billet d'avion gratuit sur une île déserte de leur choix. Que ce soit les îles « Mouk Mouk », les îles « Crap Chat », l'île d'Alcatraz, déserte depuis longtemps, qu'on pourra enfin utiliser à des fins utiles.

Mieux encore, la société vous offre à tous un « aller » seulement, pour un voyage dans l'espace pour explorer les possibilités et l'intelligence supérieure de nos voisins, les extra-terrestres. Billet gratuit évidemment et sans réservation ! Ceci dit, gare à l'employeur qui voit loin et qui décide un jour d'ouvrir son entreprise en engageant seulement les 45 à 50 ans. Il sera assuré de ne jamais manquer d'employés fiables, honnêtes et consciencieux.

Excusez mon sarcasme, mais c'est un péché de vieillir et l'humanité ne pardonne pas facilement, et je signe « chômeuse chronique »... par la force des choses.

Louise Vallières Lévis

## Le marathon de Charest

La chute du Bloc a profité au parti de Charest



J. Jacques Samson

JJSamson@lesoleil.com

ACTUALITÉ COMMENTÉE

Jean Chrétien avait bien lu en un coup d'oeil toutes ces données, dès les premières heures suivant son élection, lorsqu'il a rendu à Jean Charest un hommage qui paraissait venir du cœur. La relation père-fils imaginée entre Mulroney et Charest se retrouve peut-être plus entre Chrétien et Charest. Il aime bien ce petit gars de Sherbrooke, qui est tombé dans le bain de la politique à sa naissance et qui y patage avec la même aisance que lui. Comme, au Québec, Gérard-D. Levesque avait la même filiation pour son vis-à-vis Claude Charron. Et M. Chrétien sait bien qu'il a besoin de Jean Charest sur les tribunes du Québec.

Charest doit maintenant démontrer qu'il a le souffle d'un marathonien. Il représente pour les vrais fédéralistes une belle solution de rechange.

# OPINIONS

CHRONIQUE POLITIQUE

## Le temps des examens de conscience

Il faut savoir gré à Jean Chrétien, ou à tout autre des cinq chefs de parti d'ailleurs, de ne pas nous avoir conseillé, comme en 1990, d'oublier l'intermède électoral du printemps et de passer un bel été à regarder les Expos ou les Bue Jays. Certes, les chefs de parti ont trouvé dans le scrutin de lundi matière à triomphe. Mais en toute objectivité, l'heure est plutôt aux examens de conscience. Voire, pour certains, aux mea culpa!

La vérité sortant de la bouche des enfants, un lecteur de Beauce, originaire de la République tchèque, m'a raconté comment sa petite fille de quatre ans et demi a vu ces élections. Charlotte, que son papa tente d'intéresser à la politique a demandé à ses parents, lundi soir, s'ils n'avaient pas oublié d'aller 'botter' les politiciens — au lieu de « voter » pour eux. « Heureusement, elle n'a pas mentionné à quel le partie du corps de notre député elle pensait! », écrit le père, plein d'admiration pour la précocité de sa petite fille...

C'est pourtant vrai que les 12 670 691 électeurs qui se sont exprimés lundi se sont défilés. Et personne, sinon Alexa McDonough dont les ambitions étaient les plus modestes, n'a de quoi pavoiser.

Prenez Jean Chrétien: il peut se féliciter d'avoir mené son parti à une

deuxième majorité consécutive, ce que personne n'avait réussi depuis Louis Saint-Laurent le 10 août 1953. Mais, outre que les majorités du chef du gouvernement sont modestes par rapport à celles de Brian Mulroney en 1984 et en 1988, le Parti libéral frôle, lui aussi, la régionalisation. Imaginez-on seulement le casse-tête que sera la formation du conseil des ministres avec 65 % de son groupe parlementaire venant de la seule province de l'Ontario? Et puis, ni l'oncle Louis, ni le petit gars de Baie-Comeau n'ont connu l'humiliation d'être élus les derniers dans leur propre circonscription: Jean Chrétien a rejoint le Kim Campbell et les John Turner au Panthéon des chefs mal aimés dans leur propre patrie.

Preston Manning me disait, lors de la campagne électorale de 1993, qu'il « se cherchait un Lafontaine », ce Québécois qui, en s'alliant aux réformistes de l'Ouest, présida le premier gouvernement responsable du Canada en 1848. S'il le trouvait son Lafontaine aujourd'hui, il ne pourrait même pas le faire élire en Ontario, comme le Louis-Hippolyte en question. Chef de l'opposition, Manning a au moins une chance de se faire connaître, mais il devra aussi chercher à comprendre pourquoi, à l'est de la rivière Rouge, il effarouche les électeurs. C'est peut-être lui le problème après tout...



Michel Vastel  
Mvastel@lesoleil.com

Jean Charest se vante d'avoir décuplé la représentation de son parti aux Communes. Il n'a obtenu que 6 % des députés avec 18,9 % des suffrages exprimés, mais il ne lui servirait à rien de critiquer le système électoral: il a eu tout le temps qu'il voulait pour le changer quand son parti était au pouvoir après tout! Lui non plus n'a pas franchi la rivière Rouge, mais dans l'autre sens. La cruelle réalité pour le Parti conservateur, c'est qu'il est strictement complémentaire au Parti réformiste de Preston Manning, mais qu'il n'a pas la taille pour imposer ses conditions. Charest a beau dire qu'il ne fera jamais de concessions à la bande de tartuffes que dirige Preston Manning, mais lui aussi devrait chercher à comprendre pourquoi le parti de John Diefenbaker et de Peter Lougheed n'attire plus les 'westerners'.

Plutôt que de s'insulter mutuellement, Manning et Charest devraient réfléchir ensemble au meilleur moyen d'offrir un compromis unique et crédible aux libéraux... Car il faudra bien nous en débarrasser un jour, ne serait-ce qu'au nom d'une saine alternance!

Gilles Duceppe « a mangé sa claque »: l'homme de Lucien Bouchard qui doit son salut à Jacques Parizeau, il y a de quoi être gêné! Son défi sera de refaire l'unité des souverainistes, une unité qu'il n'a jamais eu le temps de réaliser après son élection à la direction du Bloc. Il devra aussi se souvenir que, des cinq partis politiques officiellement représentés aux Communes, c'est le sien qui a obtenu le moins de suffrages — 1 359 392 voix contre 1 398 582 au NPD. Si Duceppe se contentait de « prendre son trou », ce serait déjà très bien.

Quant à Alexa McDonough, elle deviendra rapidement la 'media darling' du Canada anglais. Au NPD, on n'est pas pressés: cette élection ne servait qu'à faire connaître la chef, et c'est à la prochaine — au XXI<sup>e</sup> siècle! — que les sociaux-démocrates tenteront de sortir de leur statut de tiers parti. Je trouve particulièrement rafraîchissant que les Acadiens se soient libérés de la tutelle du Parti libéral du Canada, une audace que n'ont pas eue les Franco-Ontariens, ni ceux de Sudbury ni ceux de l'Est de la

province qui avaient pourtant bien des raisons, en plus de la fermeture de l'hôpital Montfort, d'exprimer leur ras-le-bol eux aussi!

Le Parlement ne se réunira probablement pas avant l'automne. Mais quand le Gouverneur général convoquera le 36<sup>e</sup> Parlement, le compte à rebours pour des élections générales aura commencé au Québec.

Au plan politique, les discours néo-libéral — et les virées à l'étranger de 'Team Canada' — seront mis en veilleuse. C'est plus que de la grogne qui a conduit à la défaite des libéraux dans l'Est: c'est le sursaut de toute une région qui n'en pouvait plus. Angela Vautour aura vite fait de réveiller la conscience de Sheila Copps... S'il lui en reste une!

Quant aux partis d'opposition, ils devraient passer l'été à réfléchir sur ce qui les rapproche plutôt que sur ce qui les divise. Il y a par exemple des bloquistes qui partagent les priorités des néo-démocrates. Et des conservateurs du Sud du Nouveau-Brunswick qui ne seraient pas étrangers au sein du Parti réformiste.

Le 36<sup>e</sup> Parlement du Canada est peut-être le plus intéressant depuis l'époque des gouvernements minoritaires des années 70. Mais à condition que les oppositions conjuguent leurs forces plutôt que de poursuivre leurs luttes électorales à Ottawa...

## L'État fait-il de nous des « enragés » ?

Jeannine Bard

L'auteure est aubergiste (Auberge Marie Blanc), à Notre-Dame-du-Lac

Quand je parle de nous, je veux dire nous, les propriétaires d'entreprises et employeurs du secteur privé (les PME).

Je suis une aubergiste passionnée de son métier: il faut l'être pour exploiter une auberge depuis bientôt 35 ans. Si ma flamme commence parfois à faiblir, rassurez-vous, ce n'est pas en raison de mon âge: j'ai beaucoup d'énergie et je me sens toute jeune. Le travail ne me coûte pas, j'ai encore un bon personnel qui me supporte et j'adore tous ces clients qui nous sont fidèles depuis tant d'années. C'est vraiment autre chose qui me dérange.

De ce temps-ci, j'entends à la radio ou à la télévision des paroles mielleuses à notre endroit: « Vous êtes les piliers de notre économie! Vous êtes nos créateurs d'emplois! On vous aime! On vous adore! » Quel beau discours, qui nous fait sourire ou « enrager » selon la température, quand on sait bien que par derrière on nous assassine!

Pour moi, aucune parole, si élogieuse soit-elle, ne peut me faire oublier les contraintes de plus en plus exigeantes qui nous sont imposées quotidien-

nement. On en invente au besoin: « Allez-y, travaillez, mes p'tits boss! »

Les gens de mon âge ont connu l'âge de raison qui marquait le début d'une certaine autonomie où nous faisons l'apprentissage de la logique. Un mot qui n'a malheureusement plus sa place dans le dictionnaire et encore moins dans la tête — j'allais dire le cerveau — de nos dirigeants tant fédéraux que provinciaux. Des exemples? En voici.

### L'ASSURANCE-EMPLOI

Notre commerce est saisonnier et jusqu'à maintenant nous avions un personnel stable. La majorité est avec nous depuis plus de 10 ans et même certains depuis 16 et 17 ans. À cause des lois de l'assurance-emploi, maintenant on veut à tout prix convertir les travailleurs saisonniers en travailleurs à l'année en semblant ignorer que certains secteurs comme les pêches, les forêts et le tourisme sont, selon toute évidence, saisonniers.

Nos travailleurs ne reçoivent plus assez de prestations pour « faire le tour ». Alors quoi trouver entre temps dans une région où le taux de chômage dépasse les 20%? Que faire? C'est l'insécurité la plus complète de part et d'autre. Alors, moi, je me demande et je vous demande: « pourquoi enlever

ce petit bout aux gens sérieux qui veulent travailler et donner le meilleur d'eux-mêmes dans un domaine où ils ont développé des compétences? Et pour nous, employeurs, la menace de perdre ce précieux personnel et l'instabilité de devoir recommencer avec du nouveau chaque année, vous croyez que c'est motivant? »

Vous pourriez me dire bêtement: « Ouvrez votre commerce à l'année! Bûchez et pêchez l'hiver! » Plus rien ne peut me surprendre!

### GESTION DES POURBOIRES

Qui a eu cet éclair de génie d'aller fouiller dans les poches des plus petits salariés de la société, de les obliger à en vider le contenu sur le bureau de travail de l'employeur et d'obliger ce dernier à être gestionnaire de ce fond de poche?

A-t-il (probablement un fonctionnaire) seulement imaginé le surcroît de travail imposé à l'employeur? A-t-il seulement pensé que pour l'employé à pourboires qui travaille plus souvent qu'autrement de façon saisonnière, a-t-il seulement pensé que ces pourboires étalés sur une année permettent tout juste à cet individu de survivre, comprenez-vous? de survivre et ne représentent aucune menace pour l'État de perdre des millions?

Vous êtes loin de la réalité si vous croyez ces travailleurs riches. Le geste que vous proposez envers eux est d'une mesquinerie et d'une petitesse encore jamais vues. Après avoir été perceptrice bénévole des taxes de l'État tout au long de ma carrière, je n'ai pas encore décidé de me prêter à cette bassesse, celle de contrôler les pourboires de mon personnel que les anglais appellent plus justement « gratuity ». Selon ma logique, cette gratuity leur appartient totalement et je n'y ai pas affaire.

**« Vous êtes pas écoeurés de travailler, bandes de caves »**

### TAXES MUNICIPALES

Une autre trouvaille sensationnelle! À l'avenir nos taxes municipales ne seront plus établies d'après la valeur réelle de nos propriétés mais plutôt d'après le chiffre d'affaires du commerce (la valeur marchande qu'on nous dit). Quel mois de l'année choisit-on pour évaluer cela? Juillet, rien de moins. N'oubliez pas que nous sommes en tourisme.

Admettons que juillet 1997 est une réussite, nous paierons non seulement plus d'impôts mais également nos taxes municipales nous coûteront

plus cher. Si juillet 1998 s'avère catastrophique, l'impôt diminuera sans doute, mais les taxes? Je doute fort qu'il soit tenu une comptabilité bien rigoureuse de tout cela... Cette trouvaille me laisse bien sceptique.

Même si nous mettons tout notre cœur dans un travail que nous aimons, que nous créons de l'emploi et que nous arrivons malgré tout à faire des profits, c'est « enrageant » de voir qu'au lieu de nous encourager nos dirigeants continuent à fouetter jusqu'à ce que, épuisés, on se regarde entre gens d'affaires pour se dire: « Vous êtes pas écoeurés de travailler, bande de caves »!

Alors je vous en prie, messieurs, si vous êtes trop jeunes pour avoir connu l'âge de raison, faites un effort et essayez de raisonner et de vous mettre un peu à notre place. Après tout, c'est nous qui payons en grande partie votre salaire; nous vous en payons tellement qu'il nous faut de plus en plus nous serrer la ceinture. Je crois que nous méritons davantage votre respect et ça presse. Car le vrai dégraissage dans vos ministères à vous en faire perdre vos culottes, c'est bien nous qui pourrions l'amorcer.

C'EST PAS TOUS LES JOURS QU'UN CONCESSIONNAIRE VOUS OFFRE LE CHOIX!

Pour un temps limité, la Mazda 626 LX 1997 vous est offerte avec une de ces trois offres fracassantes:

CLIMATISEUR SANS FRAIS  
(INSTALLÉ PAR LE FABRICANT)

OU

CRÉDIT ÉQUIVALENT  
DE 1035\$

OU

279\$

par mois/location 24 mois

Incluant entretien sans frais

LOCATION  
Personnelle  
MAZDA

L'ÉVÈNEMENT  
COMPLÈTEMENT  
ÉCLATANT  
MAZDA



Les concessionnaires Mazda du Québec

**mazda**  
EMPORTE-MOI

QUESTIONS D'ARGENT

Titres au comptoir

Table listing various stocks and their prices, including AT&T Corp, Alcan, Alcan Int, etc.

Un salon pour fêter le mariage de l'informatique et de l'électronique

ISABEL PARENTHOEN Agence France-Presse

ATLANTA — Agendas électroniques dotés d'accès à Internet, PC-télévisions, appareils photo numériques: l'informatique se marie à l'électronique et leurs noces sont célébrées à l'occasion d'un énorme salon qui se tient cette semaine à Atlanta.

C'est la convergence, et plus rien ne sera comme avant», affirme le maître de cérémonie, Peter Shaw, directeur de la société organisatrice Softbank Comdex.

Depuis lundi et jusqu'à demain, dans la capitale de Géorgie, la grand messe informatique de printemps, Comdex Spring, accueille le salon de l'électronique grand public CES (Consumer Electronics Show), ainsi que la réunion professionnelle des industries des communications, Expo Comm USA.

La convergence était à la mode depuis des années. Mais seuls les plus enthousiastes imaginaient dès demain l'union des ordinateurs, du téléphone et de la télévision. C'est aujourd'hui réalité.

D'un seul coup, la discrète industrie de l'informatique a pris des allures de rouleau compresseur, s'imposant dans nos salles de séjour et promet de bouleverser notre cadre de vie», écrit Molly Upton, journaliste de la revue en ligne du salon.

Le micro-ordinateur, déjà, avait pris des formes multiples, sortant des bureaux pour voyager dans ses versions portables voire, en miniature, comme ordinateur de poche. À l'inverse, devenant de plus en plus puissant, le PC a

évolué en serveur, ces puissantes machines qui gèrent les communications sur les réseaux informatiques.

Et puis, Internet est arrivé, accélérant la diffusion d'outils, comme le courrier électronique, qui changent (...) la façon dont nous communiquons avec les autres, que ce soit dans les entreprises ou à la maison», souligne M. Shaw.

La technologie numérique a elle aussi modifié la règle du jeu», enchaîne un consultant spécialisé, Cheryl Currid. «Elle a apporté une qualité nettement plus élevée pour des prix plus bas, ou à tout le moins raisonnables».

PHOTOS NUMÉRIQUES

Les appareils photo numériques, vendus à partir de 200 \$ US, permettent ainsi de prendre des images qui nécessitent il y a encore quelques années un équipement optique de professionnels.

Non seulement les photos ont toutes les chances d'être meilleures, mais elles peuvent aussi être remaniées, recadrées, imprimées et même envoyées dans des imprimés électroniques, ajoute Mme Currid.

L'intelligence sur les téléphones cel-

lulaires, les ordinateurs portables et les appareils photo numériques a énormément évolué, faisant de ces machines des outils faciles à utiliser, communément appréciés dans les entreprises comme dans les foyers, note un autre analyste indépendant, L.J. Skibbe.

Les consommateurs, aux États-Unis, semblent prêts à accueillir la nouvelle vague d'appareils alliant électronique et informatique.

Selon une enquête de l'Association américaine de l'électronique grand public (CEMA), près de 80% des adultes interrogés utiliseraient les PC-télévisés pour regarder leurs programmes télévisés, et 60% pour leur traitement de texte. 52% se serviraient du système pour naviguer sur Internet et s'amuser avec des jeux électroniques en ligne.

MAISONS INTELLIGENTES

Ces appareils ne seraient pas confinés dans les salles de séjour. Les consommateurs envisagent de les installer dans le salon, le bureau ou les chambres, souligne la CEMA.

Les grands groupes d'informatique et d'électronique travaillent tous, sans exception, à imaginer des maisons intelligentes, où tous les appareils seraient connectés à un réseau informatique privé.

Mme Currid n'hésite pas à projeter un monde, pas si lointain, où «les architectes modifieraient les plans de construction pour intégrer des antennes satellitaires, et où un réseau de fibre optique serait prévu dans chaque pièce».

Pétroles

NEW YORK (AP) — Le prix du Brent de la mer du Nord était en baisse de 37¢ à 15,72 \$ le baril, une diminution de 37¢ également.

Dividendes

Par la Presse canadienne Dividendes annoncés hier, trimestriels à moins d'indication contraire.

Métaux

LONDRES (AP) — Le prix des métaux au marché de Londres, hier à la fermeture, en dollars américains par tonne: cuivre 2535-2538;

Céréales

Table with columns: PRIX DE VENTE DES CÉRÉALES FOURRAGES (\$/T.M.), PRIX DE VENTE DES INGRÉDIENTS À MONTRÉAL (\$/T.M.), and various grain types like Maïs, Orges, etc.

Obligations

TORONTO (PC) — Les prix étaient en baisse au terme d'une activité légère, hier, sur le marché canadien des obligations.

Table listing various bonds and their yields, including GOUVERNEMENT FÉDÉRAL, Alberta, B.C., etc.

Bénéfices

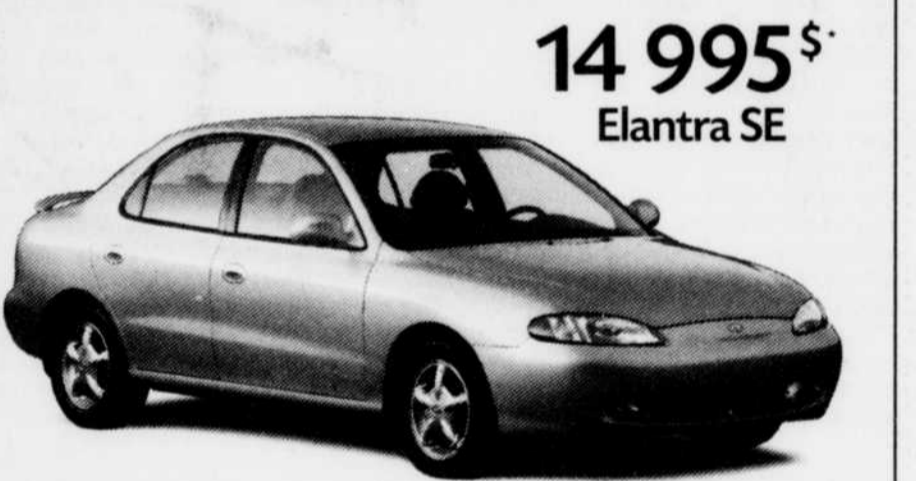
Par la Presse Canadienne A.L. Van Houtte Ltée: année 1997, 22 373 000 \$; année 1996, 19 996 000 \$; année 1995, 17 114 000 \$.

Editions spéciales Les « Meilleurs achats » de l'année sont encore meilleurs

Une fois l'an, les Éditions spéciales de Hyundai débarquent. Mais elles repartent rapidement. Alors, passez vite les voir et les comparer. Sinon, vous allez le regretter... une autre année!



12 595\$ Accent Sport



14 995\$ Elantra SE

Table comparing equipment of Accent Sport, Civic Cx, Tercel Ce, and Neon models.

Table comparing equipment of Elantra SE, Cavalier de base, Escort Lx, and Corolla Dlx models.

Accent - « Meilleur achat », deux années de suite. Le Magazine Carguide

Elantra - « Meilleur achat » 1997. Consumers Digest

15 995\$ Elantra SE familiale



HYUNDAI UNE ÈRE NOUVELLE

- List of Hyundai dealerships: Automobiles Léviqo Ltée, Porlier Automobiles inc., Gaspésie Auto inc., Rimouski Hyundai, Centre Hyundai, Garage Jean-Roch Thibeault, etc.